Ordonnance sur les déclarations de quantité dans la vente en vrac et sur les préemballages

(Ordonnance sur les déclarations de quantité, ODqua)

du ...

Le Conseil fédéral suisse,

vu les art. 13, al. 3, 14, al. 2–4, 18, al. 2 et 19 de la loi fédérale sur la métrologie du 17 juin 2011¹

vu la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce (LETC)²,

et vu l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne relatif à la reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité³,

arrête:

Chapitre 1 Dispositions générales

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente ordonnance règle:

- a. les déclarations de quantité pour les consommatrices et les consommateurs dans la vente en vrac et sur les préemballages;
- b. les exigences afférentes aux bouteilles récipients-mesures;
- c. les obligations des fabricants, des importateurs et autres personnes responsables;
- d. les contrôles officiels des autorités.

² Ne sont pas soumis aux dispositions de la présente ordonnance:

- a. les préemballages dont la quantité nominale est inférieure à 5 g ou 5 ml;

RS

¹ FF 2011 4513

² RS 946.51

³ RS 0.946.526.81

[PROJET, 12.08.11]

- b. les préemballages de médicaments et les médicaments vendus en vrac classés dans les catégories de remise A, B et C (art.23-25 de l'ordonnance du 17 octobre 2001 sur les médicaments⁴);
- c. les marchandises distribuées gratuitement ou qui font partie d'une prestation globale.

Art. 2 Définitions

Dans la présente ordonnance, on entend par :

- a. *marchandise mesurable*: une marchandise dont le prix de vente est calculé en fonction de la quantité vendue;
- b. *préemballage*: une quantité de marchandise conditionnée dans un emballage de quelque nature qu'il soit, qui est mesurée et emballée hors de présence du consommateur, de telle sorte que la quantité de produit contenue ne puisse pas être modifiée sans qu'il y ait ouverture ou modification décelable du produit;
- c. *vente en vrac*: vente d'une marchandise qui n'est pas offerte en préemballage;
- d. *emballage composé*: plusieurs marchandises emballées identiques ou différentes qui sont regroupées dans un préemballage;
- e. *quantité nominale*: quantité déclarée sur le préemballage de la marchandise que renferme le préemballage;
- f. *contenu*: quantité effective de marchandise que renferme un préemballage;
- g. *quantité nette*: quantité d'une marchandise sans l'emballage ou autre matériel d'emballage;
- h. *poids égoutté*: poids d'une marchandise solide après égouttage du liquide de couverture.

Art. 3 Détermination de la quantité

¹ Dans le commerce, les quantités de marchandises doivent être mesurées d'après le poids, le volume, la surface, la longueur ou le nombre de pièces. La quantité nette de marchandise est déterminante.

² Dans la mesure où les conditions ambiantes influent sur le volume d'une marchandise, les conditions ci-après sont déterminantes pour la détermination de quantité:

- a. température en général 20 C;
- b. température pour les combustibles et les carburants 15 C.

⁴ RS 812.212.21

- ³ Le poids est égal à l'indication de la balance sans correction de la poussée aérostastique.
- ⁴ Le Département fédéral de justice et police (DFJP) peut prévoir:
- a. qu'une quantité autre que la quantité nette soit déterminante, notamment lorsque le type usuel d'emballage d'une marchandise le demande;
 - b. des conditions déterminantes autres que celles définies à l'al. 2.

Art. 4 Déclaration de la quantité

- ¹ La quantité doit être déclarée en unités légales selon l'ordonnance du 23 novembre 1994⁵ sur les unités ou en nombre de pièces.
- ² La déclaration de la quantité doit être précise. Elle ne doit contenir aucune étendue de quantité ni termes comme "environ".
- ³ La quantité minimale déclarée doit être atteinte dans chaque cas. La déclaration d'une quantité minimale doit être reconnaissable comme telle.

Chapitre 2 Vente en vrac

Art. 5 Mesurage de la quantité de marchandise

- ¹ Les marchandises mesurables offertes dans la vente en vrac, doivent être pesées en présence du consommateur ou par celui-ci, à l'aide d'un instrument de mesure satisfaisant aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006⁶ sur les instruments de mesure et aux dispositions d'exécution correspondantes du DFJP.
- ² Le DFJP peut prévoir des exceptions, notamment pour la vente à la pièce.

Art. 6 Mesurage de marchandises partiellement emballées

Celui qui offre des marchandises partiellement emballées, qui sont remplies en présence du consommateur, est tenu de fournir au consommateur la possibilité de contrôler ou de faire contrôler dans le point de vente, la quantité contenue au moyen d'un instrument de mesure approprié qui réponde aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006⁷ sur les instruments de mesure et aux dispositions d'exécution correspondantes du DFJP.

⁵ RS 941.202

⁶ RS 941.210

⁷ RS 941.210

Art. 7 Emplacement de la déclaration de quantité

Pour les marchandises non emballées ou partiellement emballées, la déclaration de quantité peut être faite à un autre endroit. La correspondance entre la déclaration de quantité et la marchandise doit être garantie.

Art. 8 Débit de marchandises dans les entreprises de restauration et dans les manifestations publiques

¹ Les boissons prêtes à la consommation telles que le lait froid, les jus de fruits et de légumes, les eaux minérales, les sodas, le vin, la bière et les spiritueux débités dans les entreprises de restauration ou établissements analogues comme les magasins de vente à l'emporter, ainsi que dans les manifestations publiques, doivent être servies dans des récipients qui satisfont aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006⁸ sur les instruments de mesure et aux dispositions d'exécution correspondantes du DFJP. En sont exclus les mélanges de boissons prêtes à la consommation, les boissons préparées avec de l'eau ou les frappés glacés.

² Aucune déclaration de quantité n'est nécessaire pour les mets servis dans les entreprises de restauration ou établissements analogues comme les magasins de vente à l'emporter, ainsi que dans les manifestations publiques, vendus à l'emporter ou qui permettent au client de se servir lui-même.

³ Les établissements qui offrent des mets dans un restaurant libre-service selon l'al. 2 en indiquant un prix unitaire correspondant sont tenus, pour déterminer le poids de la marchandise, d'utiliser un instrument de mesure qui satisfait aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006 sur les instruments de mesure et aux dispositions d'exécution correspondantes du DFJP.

Art. 9 Déclarations de quantité sur les distributeurs automatiques

¹ Les distributeurs automatiques doivent indiquer la quantité fournie.

² Les distributeurs automatiques doivent débiter les boissons prêtes à la consommation dans des récipients répondant aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006⁹ sur les instruments de mesure et aux prescriptions d'exécution correspondantes du DFJP.

³ Les alinéas 1 et 2 ne s'appliquent pas aux boissons qui sont préparées avec de l'eau dans le distributeur telles que le café ou le sirop.

⁸ RS 941.210

⁹ RS 941.210

Chapitre 3 Préemballages

Section 1 Exigences générales

Art. 10 Déclaration de quantité d'après le type de marchandise

¹ Le volume nominal doit être indiqué comme quantité nominale pour les marchandises liquides, et le poids nominal pour les autres; des usages commerciaux contraires demeurent réservés.

² La surface, la longueur ou le nombre de pièces peut être indiqué comme quantité nominale, en dérogation à l'al. 1, dans la mesure où cela correspond aux usages commerciaux.

³ Lorsque le nombre de pièces contenu dans un préemballage autre que de denrées alimentaires est plus significatif que la quantité, la déclaration de quantité peut être remplacée par une déclaration du nombre de pièces. Cette dernière n'est pas nécessaire si le consommateur peut constater facilement lui-même le nombre de pièces contenues. Le DFJP précise dans quel cas le nombre de pièces doit être indiqué ou non.

Art. 11 Déclaration de quantité d'après le poids ou le volume

¹ Les préemballages dont la quantité est déclarée d'après le poids ou le volume doivent porter les indications suivantes:

- a. la quantité nominale exprimée en unités kilogramme ou gramme, litre, centilitre ou millilitre, la forme courte ou le nom de l'unité correspondante;
- b. la désignation spécifique de la marchandise à laquelle se réfère la déclaration de quantité;
- c. l'identité du fabricant ou de l'importateur responsable.

² La déclaration de la quantité nominale doit avoir les dimensions suivantes:

- a. au moins 6 mm lorsque la quantité nominale est supérieure à 1000 g ou à 100 cl;
- b. au moins 4 mm lorsque la quantité nominale est supérieure à 200 g– 1000 g ou 20 cl- 100 cl;
- c. au moins 3 mm lorsque la quantité nominale est supérieure à 50 g-200g ou à 5 cl -20 cl;
- d. au moins 2 mm lorsque la quantité nominale est inférieure à 50 g ou moins, ou à 5 cl.

Art. 12 Déclaration de quantité d'après la surface, la longueur ou le nombre de pièces

La déclaration de quantité des préemballages de marchandises vendues à la surface, la longueur ou au nombre de pièces doivent porter les indications suivantes:

- a. la quantité nominale d'une hauteur minimale de 2 mm;
- b. les indications prévues à l'art. 11, al. 1, let. b et c.

Art. 13 Inscriptions

La déclaration de quantité doit être apposée de manière indélébile à un endroit bien visible et parfaitement lisible. Elle doit pouvoir être lue sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir ou de déplier l'emballage.

Section 2 Préemballages particuliers**Art. 14** Emballages multiples

¹ Les préemballages multiples contenant au moins deux emballages de la même marchandise non destinés à être vendus individuellement doivent porter la déclaration de la quantité nominale totale.

² Sur un emballage composé contenant au moins deux emballages de marchandises différentes non destinés à être vendus individuellement ou remplis de marchandises séparées, doit figurer la déclaration de la quantité nominale de chaque marchandise.

³ Sur un emballage composé contenant au moins deux préemballages munis d'une déclaration de quantité suffisante pour la vente individuelle doit figurer l'une des indications supplémentaires suivantes:

- a. le nombre et la quantité nominale de chaque préemballage, ou
- b. la quantité nominale totale de l'emballage composé.

⁴ La déclaration prévue à l'al. 3 n'est pas nécessaire si:

- a. chaque préemballage est visible, facilement dénombrable et
- b. si les déclarations de la quantité nominale sont reconnaissables :
 1. sur au moins un préemballage, pour les préemballages de même quantité nominale,
 2. sur tous les préemballages, pour les préemballages de quantité nominale variable.

⁵ Les emballages multiples contenant des repas tout préparés multiples de plusieurs plats doivent porter la quantité nominale totale.

Art. 15 Préemballages de vins et de spiritueuxVariante A

1 Les marchandises répertoriées à l'annexe 1, contenues dans des préemballages de vins et de spiritueux, dont le contenu se situe dans un intervalle défini à l'annexe 1, ne peuvent être munies de la marque de conformité prévue à l'art. 23 que si la quantité nominale correspond à l'une des valeurs indiquées à l'annexe 1.

2 Pour les emballages multiples contenant au moins deux préemballages, l'alinéa 1 est applicable à chaque préemballage.

3 Pour les préemballages contenant plusieurs emballages non destinés à être vendus individuellement, l'alinéa 1 est applicable à chaque préemballage.

Variante B

1 Les préemballages de vins et de spiritueux répertoriés à l'annexe 1, dont le contenu se situe dans un intervalle défini à l'annexe 1, ne peuvent être mis sur le marché que si la quantité nominale correspond à l'une des valeurs indiquées à l'annexe 1.

2 Pour les emballages multiples contenant au moins deux préemballages, l'al.1 est applicable à chaque préemballage.

3 Pour les préemballages contenant plusieurs emballages non destinés à être vendus individuellement, l'al. 1 est applicable à chaque emballage.

4 Les alinéas 1–3 ne s'appliquent pas aux marchandises répertoriées à l'annexe 1 qui sont vendues dans des magasins hors taxe pour la consommation en dehors de la Suisse et des pays membres de l'Espace économique européen.

Art. 16 Emballages d'aérosols

1 Le contenu des emballages d'aérosols est composé de la substance active et du gaz propulseur.

2 Outre le contenu, la capacité totale doit être indiquée sur l'emballage. La déclaration doit être propre à empêcher toute confusion avec le volume nominal du contenu.

Art. 17 Marchandises déclarées d'après le poids égoutté

1 Outre la déclaration de la capacité totale, les denrées conditionnées dans un milieu liquide doivent porter une déclaration du poids égoutté.

2 On entend par milieu liquide l'eau, les solutions aqueuses de sucre et de sel, les jus de fruits et de légumes uniquement dans les fruits et légumes en conserve ou le vinaigre.

3 La déclaration du poids égoutté doit être apposée à côté de la quantité nominale. Elle doit être lisible, aisément reconnaissable et avoir une dimension au moins égale à celle-ci.

4 Le DFJP règle la procédure visant à déterminer le poids égoutté.

Art. 18 Marchandises surgelées

¹ La quantité nominale des produits surgelés est le poids de la marchandise à l'état gelé sans glace et sans le glaçage qui peut entourer le produit.

² Le DFJP règle la procédure visant à déterminer le contenu de la marchandise surgelée.

Section 3 **Préemballages de même quantité nominale****Art. 19** Contenu déclaré d'après le poids ou le volume

¹ Les préemballages de même quantité nominale déclarés d'après le poids ou le volume doivent satisfaire aux exigences ci-après au moment de leur première mise sur le marché:

- a. La valeur moyenne du contenu des préemballages ne doit pas être inférieure à la quantité nominale.
- b. Lors d'un contrôle visé à l'annexe 2, la proportion de préemballages présentant un écart en moins supérieur à la valeur fixée à l'al. 3 ne doit pas dépasser la valeur fixée à l'annexe 2, ch. 72 .
- c. Aucun préemballage ne doit présenter un écart supérieur de deux fois à la valeur fixée à l'al. 3.

² Les préemballages présentant un écart supérieur de deux fois à la valeur fixée à l'al. 3 ne doivent pas être mis sur le marché sans que la déclaration de quantité ne soit modifiée.

³ Les valeurs des écarts tolérés en moins sont les suivantes:

Quantité nominale Q_n en g ou ml	Écart toléré en moins	
	en % de Q_n	en g ou ml
5 à 50	9	–
50 à 100	–	4,5
100 à 200	4,5	–
200 à 300	–	9
300 à 500	3	–
500 à 1000	–	15
1000 à 10 000	1,5	–
10 000 à 15 000	–	150
15 000 à 50 000	1	–

[PROJET, 12.08.11]

⁴ Les écarts tolérés en moins qui sont indiqués en pour cent, doivent être arrondis au dixième de gramme ou de millilitre.

⁵ Les préemballages dont le contenu diminue naturellement avec le temps doivent satisfaire aux conditions fixées au présent article au moment suivant:

- a. lorsqu'ils sont mis pour la première fois sur le marché en Suisse ou dans un pays membre de l'Espace économique européen, s'ils ont été fabriqués dans l'un de ces pays et si ils sont munis du signe CEE prévu à l'art. 3 de la Directive 76/211/CEE¹⁰.
- b. dans les autres cas, lorsqu'ils sont mis pour la première fois sur le marché en Suisse.

Art. 20 Contenu déclaré d'après la longueur ou la surface

¹ Le contenu moyen des préemballages de même quantité nominale marqués d'après la longueur ou la surface ne doit pas être inférieur à la quantité nominale.

² Les préemballages marqués d'après la longueur doivent satisfaire aux exigences suivantes:

- a. aucun écart en moins n'est toléré pour une longueur maximum de 5 m .
- b. un écart maximum de 2 pour cent est toléré lorsque la longueur est supérieure à 5 m.

³ L'écart toléré en moins sur les préemballages marqués d'après la longueur est de 3 pour cent maximum.

Art. 21 Contenu déclaré d'après le nombre de pièces

Les préemballages de même quantité nominale marqués d'après le nombre de pièces doivent satisfaire aux exigences suivantes:

- a. le contenu des préemballages contenant un nombre de pièces supérieur à 50 ne doit pas être inférieur à la quantité nominale.
- b. pour les préemballages contenant un nombre de pièces supérieur à 50 pièces:
 1. le contenu moyen ne doit pas être inférieur à la quantité nominale moyenne, et
 2. l'écart en moins ne doit pas dépasser 1 pièce par centaine entière.

¹⁰ Directive 76/211/EEC du Conseil, du 20 janvier 1976, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au préconditionnement en masse ou en volume de certains produits en préemballages, JO L 46 du 21.2.1976, p.1 ; modifiée en dernier lieu par la Directive 2007/45/CE du Parlement européen et du Conseil, du 5 septembre 2007, JO L 247 du 21.09.2007, p. 17

Art. 22 Contenu déclaré d'après le poids égoutté

¹ Lorsqu'ils sont mis pour la première fois sur le marché, les préemballages de même quantité nominale marqués d'après le poids égoutté doivent satisfaire aux exigences suivantes

- a. le poids égoutté effectif moyen ne doit pas être inférieur à la quantité nominale.
- b. lors d'un contrôle visé à l'annexe 2, un préemballage faisant partie du lot contrôlé ne doit pas présenter un écart en moins de deux fois supérieur à la valeur fixée à l'art. 19, al. 3.
- c. aucun préemballage ne doit présenter un écart toléré en moins supérieur à 2,5 fois la valeur fixée à l'art. 19, al. 3.

² Les préemballages présentant un écart en moins qui ne satisfait pas l'exigence fixée à l'al. 1, let. c, ne doivent pas être mis sur le marché sans que la déclaration de quantité ne soit modifiée

³ Le DFJP fixe:

- a. l'intervalle à l'intérieur duquel les exigences définies à l'al. 1 doivent être satisfaites;
- b. la procédure visant à vérifier si les exigences définies à l'al. 1 sont satisfaites.

Art. 23 Marque de conformité

¹ Les préemballages de même quantité nominale doivent être munis de la marque de conformité "e" lorsque:

- a. leur quantité nominale est au moins égale à 5 g ou à 5 ml et au maximum à 10 kg ou 10 l; et
- b. s'ils satisfont aux exigences définies aux art. 10, 11, 13, 14, al. 1 et 3-5, 16, 19 et 30, al. 1-6.

² La marque de conformité doit se trouver dans le même champ visuel que l'indication de la quantité nominale et avoir au moins 3 mm de hauteur. La forme de la lettre "e" est déterminée par le dessin figurant à l'annexe II, point 3 de la Directive 2009/34/CE ¹¹.

³ Lorsque le poids égoutté est indiqué en plus de la quantité nominale globale, la marque de conformité se réfère uniquement à la quantité nominale totale.

⁴ La marque de conformité atteste que le préemballage est conforme aux prescriptions de la présente ordonnance.

¹¹ Directive 2009/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique (refonte) JO L 106 du 28.4.2009, p. 7.

Section 4 Préemballages de quantité nominale variable

Art. 24

¹ L'écart toléré en moins des préemballages de quantité nominale variable marqués d'après le poids ne doit pas dépasser les valeurs ci-après lorsqu'ils sont mis pour la première fois sur le marché:

- a. 2,0 g lorsque le poids du préemballage est inférieur à 500 g;
- b. 5,0 g lorsque le poids du préemballage se situe entre 500 g et moins de 2 kg;
- c. 10,0 g lorsque le poids du préemballage se situe entre 2 kg et 10 kg.

² Il est interdit de profiter systématiquement des écarts tolérés en moins. Le DFJP peut fixer les détails.

Chapitre 4 Bouteilles récipients-mesures

Art. 25 Définition

Sont considérés comme récipients-mesures les bouteilles:

- a. réalisées en verre ou en toute autre matière présentant des qualités de rigidité et de stabilité donnant les mêmes garanties métrologiques que le verre.
- b. bouchées ou conçues pour être bouchées, et destinées au stockage, au transport ou à la livraison de liquides.
- c. qui ont une capacité nominale égale ou supérieure à 5 cl. et inférieure ou égale à 5 l..
- d. permettre au moment du remplissage jusqu'à une certaine hauteur ou un certain pourcentage, de mesurer avec une exactitude suffisante le contenu de la capacité d'araselement.

Art. 26 Marquage du volume

¹ Les bouteilles récipients-mesures sont caractérisées par les capacités suivantes, qui sont toujours définies à la température de 20° C : la capacité nominale, la capacité d'araselement, le vide et la capacité effective.

² La capacité nominale est le volume de liquide indiqué sur la bouteille que celle-ci doit contenir dans des conditions d'utilisation normales.

³ La capacité d'araselement correspond au volume de liquide que la bouteille contient quand elle est remplie à ras bord.

⁴ Le vide correspond à la différence entre la capacité nominale et la capacité à ras bord.

⁵ La capacité effective d'une bouteille est le volume de liquide qu'elle contient réellement quand elle est remplie exactement dans les conditions qui correspondent théoriquement à la capacité nominale.

Art. 27 Précision

¹ La distance entre le niveau de remplissage théorique à la capacité nominale et le plan d'arasement et le vide doit être sensiblement constante pour toutes les bouteilles fabriquées conformément au même plan.

² Les bouteilles récipients-mesures ne doivent pas dépasser les erreurs maximales tolérées en plus ou en moins ci-après, c'est-à-dire la différence entre la capacité effective et la capacité nominale:

Capacité nominale en millilitres	Erreurs maximales tolérées	
	en % du volume nominal	en millilitres
de 50 à 100	–	3
de 100 à 200	3	–
de 200 à 300	–	6
de 300 à 500	2	–
de 500 à 1000	–	10
de 1000 à 5000	1	–

³ L'erreur maximale tolérée sur la capacité à ras bords est fixée à la même valeur que l'erreur maximale tolérée sur la capacité nominale correspondante.

⁴ La mise à profit systématique des tolérances est interdite.

Art. 28 Inscriptions

¹ Une bouteille récipient-mesure doit porter de manière indélébile, facilement lisibles et visibles, les inscriptions suivantes:

- a. sur la surface latérale, sur le jable ou sur le fond:
 1. la capacité nominale exprimée en unités de mesure le litre, le centilitre ou le millilitre, suivis du symbole de l'unité de mesure utilisée, ou éventuellement de son nom;
 2. le signe d'identification du fabricant;
 3. le signe spécial décrit à l'art. 6 et à l'annexe I, point 3.3, de la Directive 2009/34/CE ¹²

¹² Directive 2009/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique (refonte), JO. L 106, du 28.4.2009, p. 7.

- b. sur le fond ou sur le jable, de manière telle qu'il n'y ait pas de confusion possible avec l'indication précédente, au moins l'une des indications suivantes:
 1. la capacité à ras bords, exprimée en centilitres, mais non suivie du symbole cl et du nom de l'unité de mesure utilisée;
 2. la distance en millimètres du plan d'arasement au niveau de remplissage théorique correspondant à la capacité nominale.
- 2 les indications prévues à l'al. 1, let. a, ch. 1 et b doivent avoir la hauteur minimale suivante:
- a. au moins 6 mm lorsque la capacité nominale est supérieure à 100 cl;
 - b. au moins 4 mm lorsque la capacité nominale est égale ou supérieure à 20 cl ou à 100 cl;
 - c. au moins 3 mm lorsque la capacité nominale est égale ou inférieure à 20 cl.
- 3 L'apposition du signe spécial prévu à l'al. 1, let. a, chiffre 3, atteste que la bouteille est conforme aux prescriptions de la présente ordonnance.
- 4 D'autres indications peuvent être portées sur la bouteille, à condition qu'elles ne donnent pas lieu à confusion avec les inscriptions prévues aux alinéas 1 et 2.

Chapitre 5 Obligations des fabricants, des importateurs et autres personnes responsables

Art. 29 Personnes responsables

Sont responsables du respect des dispositions de la présente ordonnance:

- a. pour les préemballages:
 1. le fabricant, lorsque le préemballage a été fabriqué en Suisse,
 2. le fabricant, lorsque le préemballage a été fabriqué dans un pays membre de l'Espace économique européen et mis sur le marché en Suisse,
 3. l'importateur, lorsque le préemballage a été fabriqué dans un pays tiers;
- b. pour les bouteilles récipients-mesures:
 1. le fabricant, lorsque la bouteille récipient-mesure a été fabriquée en Suisse,
 2. le fabricant, lorsque la bouteille récipient-mesure a été fabriquée dans un pays membre de l'Espace économique européen et mise sur le marché en Suisse,
 3. l'importateur, lorsque la bouteille récipient-mesure a été fabriquée dans un pays tiers;

- c. dans la vente en vrac, la personne physique ou morale qui met sur le marché suisse des marchandises mesurables.

Art. 30 Mesurage ou contrôle du contenu

¹ Le mesurage ou le contrôle du contenu d'un préemballage incombe au fabricant ou à l'importateur.

² En Suisse, les fabricants qui procèdent au mesurage ou au contrôle du contenu doivent employer un instrument de mesure approprié à la nature des opérations à effectuer et qui satisfait aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006¹³ sur les instruments de mesure ainsi qu'aux dispositions d'exécution correspondantes du DFJP.

³ Le contrôle peut être effectué par échantillonnage.

⁴ Lorsque le contenu effectif n'est pas mesuré, le contrôle de l'emplisseur doit être organisé de telle sorte que la valeur de ce contenu soit effectivement garantie.

⁵ En cas d'importations en provenance de pays extérieurs à l'Espace économique européen, l'importateur peut, au lieu d'effectuer le mesurage ou le contrôle, fournir la preuve qu'il s'est entouré de toutes les garanties lui permettant d'assumer sa responsabilité.

⁶ Les prescriptions de contrôle ou de mesurage pour une marchandise dont la quantité est indiquée d'après le volume sont également considérées comme respectées lorsque le fabricant de préemballages utilise et remplit des bouteilles récipients-mesures conformes aux exigences des art. 25 -28.

⁷ Les résultats des mesurages et des contrôles doivent être conservés au moins cinq ans.

⁸ Le DFJP peut régler la procédure détaillée de mesurage et de contrôle. Il peut notamment déterminer quels instruments de mesure sont appropriés, conformément à l'al. 2.

Art. 31 Obligations d'annoncer

¹ Celui qui fabrique des préemballages en Suisse et appose sur ceux-ci la marque de conformité prévue à l'art. 23, doit le signaler à l'Institut fédéral de métrologie.

² Celui qui fabrique en Suisse des bouteilles récipients-mesures doit le signaler à l'Institut fédéral de métrologie et lui soumettre son signe d'identification.

¹³ RS 941.210

Chapitre 6 Contrôles officiels

Art. 32 Organisme compétent

¹ Les cantons contrôlent si les prescriptions de la présente ordonnance sont respectées, sous réserve de l'alinéa 2. Ils désignent l'autorité compétente.

² L'Institut fédéral de métrologie est compétent pour les domaines partiels suivants:

- a. il peut contrôler les préemballages dans le cadre du programme prévu à l'al. 3;
- b. il contrôle les bouteilles récipients-mesure auprès des fabricants suisses;
- c. il peut contrôler les points de vente publics dans le cadre du programme prévu à l'al. 3.

³ Il surveille l'activité de contrôle des cantons. Le DFJP établit chaque année un programme dans lequel il fixe les priorités des contrôles officiels incombant à l'Institut fédéral de métrologie, auquel il demande de rédiger un rapport sur les contrôles effectués et sur l'activité des cantons.

⁴ A la demande de l'Institut fédéral de métrologie, l'Administration fédérale des douanes peut participer aux contrôles des préemballages et des bouteilles récipients-mesures.

Art. 33 Contrôle de préemballages et de bouteilles récipients-mesures

¹ L'organisme compétent contrôle par échantillonnage la conformité des préemballages et des bouteilles récipients-mesures avec les prescriptions de la présente ordonnance.

- a. auprès du fabricant, si le produit a été fabriqué en Suisse ;
- b. auprès de la personne physique ou morale qui importe en Suisse les préemballages ou les bouteilles récipients-mesures; ou
- c. à un autre niveau du commerce si les contrôles ne peuvent pas être effectués selon la let. a ou b.

² Le contrôle des préemballages est régi par l'annexe 2, celui des récipients-mesures par l'annexe 3.

³ Les contrôles ont lieu au moins une fois par an auprès des fabricants industriels et des personnes définies à l'alinéa 1, let. b , au moins une fois tous les deux ans auprès des fabricants artisanaux.

⁴ Si les préemballages ou les bouteilles récipients-mesures ne satisfont pas aux exigences de la présente ordonnance, l'organisme compétent propose à la personne concernée l'une des mesures suivantes:

- a. rétablissement de la conformité et mise sur le marché;

- b. mise sur le marché des préemballages ou des bouteilles récipients-mesures contrôlés à certaines conditions;
- c. interdiction de mise sur le marché.

⁵ En cas de désaccord, l'organisme responsable rend une décision.

⁶ D'autres mesures demeurent réservées, conformément à l'art. 19 LETC.

Art. 34 Contrôle auprès des points de vente publics

L'organisme compétent contrôle par échantillonnage auprès des points de vente publics si:

- a. la vente en vrac a lieu selon les prescriptions de la présente ordonnance;
- b. les préemballages et les bouteilles récipients-mesures portent les inscriptions prescrites dans la présente ordonnance.

Art. 35 Émoluments

Si un contrôle prévu aux art. 33 ou 34 révèle une infraction aux prescriptions de la présente ordonnance, l'organisme compétent prélève un émolument calculé selon la durée du travail selon l'ordonnance du ...¹⁴ sur...

Chapitre 7 Dispositions finales

Art. 36 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 8 juin 1998 sur les déclarations¹⁵ est abrogée.

Art. 37 Modification du droit en vigueur

Les ordonnances ci-après sont modifiées comme suit:

1. Ordonnance du 15 juin 2007 sur l'imposition sur la bière¹⁶:

Art. 4, al. 1

La quantité de bière imposable est calculée d'après le volume des bouteilles récipients-mesures selon l'ordonnance du...¹⁷ sur les déclarations de quantité ou selon la

¹⁴ ...

¹⁵ RO 1998 1614, 2010 2631

¹⁶ RS 641.411.1

¹⁷ RS ...

capacité nominale déclarée sur le préemballage. S'il n'est pas possible de procéder ainsi, elle est calculée d'après la capacité de l'emballage.

2. Ordonnance du DFI du 23 novembre 2005¹⁸ sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires (OEDAI).

Art. 2, al.6

Les denrées alimentaires doivent être étiquetées avec les informations suivantes selon les prescriptions de l'ordonnance du...¹⁹ sur les déclarations de quantité.

3. Ordonnance du 11 décembre 1978²⁰ sur l'indication des prix

Art. 6, al.3

³ Pour les conserves alimentaires dont le poids après égouttage est indiqué selon l'art.17 de l'ordonnance du ...²¹ sur les déclarations de quantité, le prix unitaire doit se rapporter au poids après égouttage.

Art. 38 Dispositions transitoires

¹ Si, dans la vente en vrac, un emballage tel qu'une feuille de protection, un sac, un gobelet ou une barquette est requis pour des raisons d'hygiène, l'emballage mis sur la balance avec la marchandise peut être compris jusqu'au 31 décembre 2013 dans le poids de la marchandise jusqu'à concurrence de 3 pour cent ou de 3 g pour les poids nets inférieurs à 100 g.

² Les préemballages qui ne portent pas la marque de conformité prévue à l'art. 23 peuvent être mis sur le marché jusqu'au 31 décembre 2014 conformément à l'ancien droit.

Art. 39 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

¹⁸ RS 817.022.21

¹⁹ RS

²⁰ RS 942.211

²¹ RS

...

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey

La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

[PROJET, 12.08.11]

Valeurs contraignantes pour les quantités nominales de préemballages de vins et de spiritueux

1 Quantités nominales admises

Vin	Dans l'intervalle entre 100 ml et 1500 ml, uniquement les 8 formats suivants: ml: 100 — 187 — 250 — 375 — 500 — 750 — 1000 — 1500
Vin jaune	Dans l'intervalle entre 100 ml et 1500 ml, uniquement le format suivant: ml: 620
Vin mousseux	Dans l'intervalle entre 125 ml et 1500 ml, uniquement les 5 formats suivants: ml: 125 — 200 — 375 — 750 — 1500
Vin de liqueur	Dans l'intervalle entre 100 ml et 1500 ml, uniquement les 7 formats suivants: ml: 100 — 200 — 375 — 500 — 750 — 1000 — 1500
Vin aromatisé	Dans l'intervalle entre 100 ml et 1500 ml, uniquement les 7 formats suivants: ml: 100 — 200 — 375 — 500 — 750 — 1000 — 1500
Spiritueux	Dans l'intervalle entre 100 ml et 2000 ml, uniquement les 9 formats suivants: ml: 100 — 200 — 350 — 500 — 700 — 1000 — 1500 — 1750 — 2000

2 Définition des produits

Vin	Vin au sens de l'article 6, al.2 de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 ²² sur les boissons alcooliques, à l'exception du vin jaune, du vin mousseux, du vin de liqueur et du vin aromatisé définis selon ce chiffre.
Vin jaune	Vin au sens de l'annexe XII, partie B du Règlement (CE) No 607/2009 de la Commission du 14 juillet 2009 ²³ fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) N° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole.
Vin mousseux	Vin au sens de l'art. 6, al.6, de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques.
Vin de liqueur	Vin au sens de l'art. 6, al.7, de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques.
Vin aromatisé	Vin au sens de l'art. 19 de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques.
Spiritueux	Spiritueux au sens de l'article 45 de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques.

²² RS 817.022.110

²³ JO L 193 du 24.7.2009, p. 60

Contrôle de préemballages de même quantité nominale

1 Symboles

Dans le présent annexe, on entend par:

- D la quantité nominale déclarée sur un préemballage
- P le contenu d'un préemballage
- T l'écart toléré en moins pour un préemballage donné selon art. 19, al. 3 de l'ordonnance sur les déclarations
- n le nombre de préemballages déjà mesurés pendant le déroulement d'un contrôle
- F = $P - D$: l'écart entre le contenu et la quantité nominale d'un préemballage (valeur négative si le contenu est trop faible)
- SF(n) la somme algébrique des écarts F mesurés sur n préemballages
- $c_T(n)$ le nombre maximum de préemballages pouvant présenter un écart F négatif supérieur à T, en fonction de n
- $N_+(n)$ le nombre minimum de préemballages devant présenter un écart F positif ou nul, en fonction de n.

2 Lieu et date du contrôle par échantillonnage

- 21 Le contrôle par échantillonnage a lieu sur la chaîne de production ou dans l'entrepôt où sont stockés les préemballages soumis au contrôle.
- 22 La personne chargée du contrôle (contrôleur) fixe le lieu et la date du contrôle.

3 Lot

- 31 Détermination du lot
- 311 Le contrôleur détermine le lot de préemballages sur lequel sera prélevé l'échantillon.
- 312 Pour constituer le lot, il ne prend que des préemballages de même quantité nominale, de même modèle et de même fabrication.
- 313 L'entreprise soumise au contrôle doit montrer spontanément au contrôleur tous les locaux où sont produits ou stockés les préemballages du type soumis au

contrôle. En cas de stockage compact, elle doit lui présenter un plan afin que le choix se fasse au hasard.

32 Nombre de pièces du lot

321 Lorsque le contrôle se fait sur la chaîne de production, le nombre de pièces du lot est égal à la production horaire maximale de la chaîne de production.

322 Dans les autres cas, le nombre de pièces du lot ne doit pas dépasser 10 000 préemballages.

4 Echantillon

41 Nombre de pièces de l'échantillon

411 Si le lot contient plus de 100 pièces, le contrôleur y prélève un échantillon de 27 pièces, dont deux feront office de pièces de réserve. Les pièces de réserve ne peuvent servir qu'à remplacer des pièces qui ne peuvent être mesurées en raison d'une erreur de manipulation commise lors du contrôle.

412 Si le lot contient entre 21 et 100 pièces, le contrôleur y prélève un échantillon constitué de 13 pièces.

413 Si le lot ne contient pas plus de 20 pièces, le contrôleur vérifie si chaque préemballage satisfait aux exigences fixées à l'art. 19.

42 Choix des pièces de l'échantillon

421 Le contrôleur choisit au hasard le nombre de pièces requises de l'échantillon.

422 Il peut aussi, si la demande lui en est faite, procéder à un tirage au sort.

423 Dans les deux cas, le choix doit s'étendre à l'ensemble du lot.

424 Si nécessaire, l'entreprise soumise au contrôle fournit au contrôleur l'assistance technique requise pour les opérations de manipulation.

5 Détermination du contenu

51 Afin de déterminer le contenu des préemballages en en détruisant le moins possible, le contrôleur procède, s'il le peut par mesurage du poids brut. Pour ce faire, il ne peut se servir de la tare que si l'une des conditions suivantes est remplie:

a. la première tare mesurée est inférieure ou égale à 30 pour cent de T; auquel cas la tare déterminante est égale à cette valeur unique.

b. la différence entre la plus petite et la plus grande des cinq premières tares mesurées est inférieure ou égale à 40 pour cent de T, auquel cas la tare déterminante est égale à la moyenne de ces cinq valeurs.

52 Si le contrôleur ne peut pas procéder par mesurage du poids brut il procède:

a. pour les contenus déclarés en poids, par mesurage du poids net;

- b. pour les contenus déclarés en volume, par mesurage du poids net ou du volume net.

6 Déroulement du contrôle

- 61 Formulaire: le contrôleur inscrit les résultats des mesurages et les indications concernant le lot sur un formulaire établi par l'Institut fédéral de métrologie.
- 62 Numérotation des préemballages: le contrôleur numérote les préemballages de l'échantillon dans l'ordre de saisie. Pour les lots contenant plus de 100 pièces, les préemballages de réserve sont les numéros 7 et 17.
- 63 Mesurages
 - 631 Le contrôleur mesure le contenu des préemballages, calcule à chaque fois la somme SF/T et reporte sur le graphique le point correspondant.
 - 632 Il mesure la tare du premier emballage et détermine si la condition fixée au ch. 51, let. a, est remplie; si c'est le cas, il poursuit le contrôle par mesurage du poids brut.
 - 633 Si la condition fixée au ch. 51, let. a, n'est pas remplie, il mesure la tare de quatre autres préemballages et détermine si la condition fixée au ch. 51, let. a, est remplie; si ce n'est pas le cas, il poursuit le contrôle par mesurage du poids brut.
 - 634 Si aucune des conditions fixées au ch. 51 n'est remplie, il poursuit le contrôle conformément au ch. 52.
 - 635 Le contrôle est interrompu dès qu'il donne un résultat positif ou négatif.
- 64 Autres contrôles: le contrôleur vérifie en outre si les emballages et les inscriptions sont conformes aux prescriptions de l'ordonnance sur les déclarations.

7 Résultat du contrôle et procédure en cas de non-conformité du lot

- 71 Conformité du lot
 - 711 Un lot contenant plus de 100 pièces est réputé conforme lorsque le résultat du contrôle est positif, à savoir lorsque la courbe reliant sur le graphique les points représentatifs des sommes consécutives SF/T coupe la droite AD, point D compris, et lorsqu'aucune des conditions fixées au ch. 721 n'est remplie.
 - 712 Un lot contenant entre 21 et 100 pièces est réputé conforme lorsque le résultat du contrôle est positif, à savoir lorsque la courbe reliant sur le graphique les points représentatifs des sommes consécutives SF/T coupe la droite AED, point D compris, et lorsqu'aucune des conditions fixées au ch. 722 n'est remplie.
- 72 Non- conformité du lot

721 Un lot contenant plus de 100 pièces est réputé non-conforme lorsque le résultat du contrôle est négatif, à savoir :

- a. lorsque le nombre de préemballages présentant un écart en moins supérieur à T dépasse le nombre maximum admis $c_T(n)$ fixé dans le tableau ci-dessous, en fonction de n :

Tableau

Nombre de préemballages déjà mesurés n	$c_T(n)$	N+(n)
1	1	0
2	1	0
3	1	0
4	2	0
5	2	0
6	2	0
7	2	0
8	2	0
9	3	1
10	3	1
11	3	1
12	3	2
13	3	2
14	3	3
15	3	3
16	3	3
17	3	4
18	4	4
19	4	5
20	4	5
21	4	5
22	4	6
23	4	6
24	4	6
25	4	7

[PROJET, 12.08.11]

- b. lorsque le nombre de préemballages présentant un contenu supérieur ou égal à la valeur déclarée est inférieur au nombre minimum $N+(n)$ fixé dans le tableau ci-dessus; ou
 - c. lorsque la courbe reliant sur le graphique les points représentatifs des sommes consécutives SF/T coupe la droite brisée BCD, point D exclu.
- 722 Un lot contenant entre 21 et 100 pièces est réputé non-conforme lorsque le résultat du contrôle est négatif, à savoir :
- a. lorsque la courbe reliant sur le graphique les points représentatifs des sommes consécutives SF/T coupe la droite brisée BCD, point D exclu ; ou
 - b. lorsque le contrôle n'aboutit qu'au 13e préemballage et que le nombre de préemballages présentant un écart F positif est inférieur à 4.
- 723 Le chiffre 73 est réservé.
- 73 Seconde évaluation
- 731 En cas de résultat négatif du contrôle et si une partie des mesurages n'a porté que sur le poids brut, l'entreprise soumise au contrôle peut exiger que les préemballages du même échantillon soient ouverts et que leur poids ou leur volume net soit mesuré.
- 732 Le contrôleur procède dans ce cas à une seconde évaluation basée sur les poids ou les volumes nets. Seule cette seconde évaluation fait foi.
- 74 Procédure en cas de non-conformité du lot
- 741 Si la seconde évaluation est aussi négative, un nouveau contrôle doit être fait au plus tard dans un délai de six mois sur un lot appartenant à la même entreprise et, si possible, sur le même produit.
- 742 Si le nouveau contrôle donne encore un résultat négatif, le contrôleur ouvre les préemballages et les préemballages de réserve de l'échantillon qui n'ont pas encore été ouverts, détermine leur contenu et consigne les résultats dans un procès-verbal.
- 743 Le contrôleur dénonce le fabricant soumis au contrôle ou l'entreprise qui a fait l'objet d'un contrôle.

Annexe 3

(art. 33)

Contrôle de bouteilles récipients-mesures**1 Choix des pièces de l'échantillon**

- 11 Un échantillon de bouteilles du même modèle et de même fabrication est prélevé dans un lot correspondant, en principe, à la production d'une heure.
- 12 Lorsque le résultat du contrôle effectué sur un lot correspondant à la production d'une heure n'est pas satisfaisant, le contrôleur effectue un deuxième examen, portant soit sur un autre échantillon prélevé sur un lot correspondant à une production d'une plus longue durée, soit sur les résultats inscrits sur les cartes de contrôle du fabricant, lorsque la fabrication de l'entreprise a fait l'objet d'un contrôle reconnu par l'Institut fédéral de métrologie.
- 13 L'échantillon compte 35 bouteilles récipients-mesures.

2 Mesurage du volume des bouteilles récipients-mesures de l'échantillon

- 21 Les bouteilles récipients-mesures sont pesées vides.
- 22 Elles sont ensuite remplies d'eau à 20° de masse volumique connue jusqu'au niveau de remplissage à contrôler.
- 23 Elles sont pesées pleines.
- 24 Le contrôle est fait en employant un instrument de pesage légal approprié, qui satisfait aux exigences de l'ordonnance du 15 février 2006 sur les instruments de mesure²⁴ et aux dispositions d'exécution correspondantes du DFJP.
- 25 L'erreur de mesurage de la capacité doit être au plus égale au cinquième de l'erreur maximale tolérée correspondant à la capacité nominale de la bouteille récipient-mesure.

²⁴ RS 941.210

3 Exploitation des résultats

31 On calcule :

- a. la valeur moyenne $\bar{x}$ d'après la formule suivante, dans laquelle x_i représente la capacité mesurée de chacune des 35 bouteilles récipients-mesures de l'échantillon:

$$\bar{x} = \frac{1}{35} \sum_{i=1}^{35} x_i$$

- b. l'écart-type s de la capacité mesurée de l'échantillon d'après la formule suivante:

$$s = \sqrt{\frac{1}{34} * \sum_{i=1}^{35} (x_i - \bar{x})^2}$$

- c. la limite supérieure de spécification T_O (somme de la capacité nominale et de l'erreur maximale correspondant à cette capacité) ainsi que la limite inférieure de spécification T_U (différence entre la capacité nominale et l'erreur maximale correspondante).
- 32 Le lot est réputé conforme aux prescriptions au sens de la présente ordonnance lorsque les valeurs pour la valeur moyenne et l'écart type satisfont en même temps aux trois équations suivantes:

$$\bar{x} + 1.57 * s \leq T_O$$

$$\bar{x} - 1.57 * s \geq T_U$$

$$s \leq 0.266 * (T_O - T_U)$$

[PROJET, 12.08.11]